



LE DÉPARTEMENT

## PLAN DEPARTEMENTAL D'ACTION POUR LE LOGEMENT ET L'HEBERGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES DE LA DROME

### FONDS UNIQUE LOGEMENT ET HABITAT

**Années 2020-2022**

Convention relative à l'action :

**« Médiation locative dans le parc très social de l'association »**

Entre :

Le **DÉPARTEMENT DE LA DROME**, représenté par Madame la Présidente du Conseil départemental, agissant au nom du Département en exécution de l'arrêté régi par l'ordonnance 2020-391 du 1er avril 2020, ci-après dénommée « le Département »

d'une part,

Et :

**L'ASSOCIATION HABITAT ET HUMANISME DROME-ARDECHE**, Le Neuilly, 122 avenue Victor Hugo 26000 VALENCE, représentée par son Président, dûment habilité par son Conseil d'administration et ci-après dénommée « l'Association »

d'autre part,

#### PREAMBULE :

L'Association HABITAT ET HUMANISME s'est donnée pour objectif l'insertion par le logement des personnes défavorisées.

Pour cela, elle s'appuie sur ses valeurs :

- Etablir avec les personnes accompagnées une relation d'écoute, de respect et de confiance réciproques, et respecter la confidentialité.
- Accepter d'être interrogé dans ses représentations par la rencontre de personnes en situation de fragilité.
- Valoriser les richesses de la personne et favoriser le retour à l'estime de soi.
- Reconnaître chaque personne accompagnée dans l'exercice de sa citoyenneté

L'accompagnement est personnalisé et s'effectue au domicile des personnes, il peut être effectué par des bénévoles ou des travailleurs sociaux. En particulier, les bénévoles cherchent à établir un lien de confiance avec le locataire autour des préoccupations de la vie courante : le travail, le logement, la santé, etc...

*« Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité, dans les conditions fixées par la présente loi, pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et des services téléphoniques »* Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du Droit au Logement.

Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (2019-2024) prévoit des actions visant particulièrement, les personnes dépourvues de logement, les personnes menacées d'expulsion, les personnes hébergées ou logées temporairement en structure, les personnes en situation d'habitat indigne ou d'habitat précaire, ou occupant des locaux impropres à

l'habitation, les personnes en situation de surpeuplement manifeste dans leur logement, les personnes confrontées à un cumul de difficultés (financières et sociales).

## **Il est convenu ce qui suit :**

### **Article 1 : Objet de la convention**

Le Département met en place des accompagnements pour les ménages en difficulté d'accès ou de maintien de logement. Pour ce faire, un financement d'actions a été prévu dans le cadre du Fonds Unique Logement et Habitat. Dans ce cadre, le Département soutient l'action de l'Association.

La présente convention a pour objet de définir les engagements et obligations des parties concernant l'action « Médiation locative des locataires du parc très social de l'association », en référence au PDALHPD.

### **Article 2 : Obligations de l'Association**

Du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2022, l'association mènera une action **d'accompagnement social des locataires du parc d'insertion de l'association.**

On entend par médiation locative, la réalisation de prestations de gestion immobilière et d'accompagnement pour les publics les plus fragiles qui ne peuvent accéder directement à une location dans le parc public ou privé.

Cette action se décline de la manière suivante :

- La prise en compte des candidatures faites par les services sociaux du Département lors de chaque nouvelle attribution de logement.
- L'aide aux familles dans leur parcours logement : entrée, maintien et appropriation du logement, maîtrise des charges et dépenses d'énergie.
- Améliorer le « vivre ensemble » par le renforcement des liens sociaux.
- Poursuite des modules de formation destinés aux accompagnants bénévoles, notamment sur le thème de la précarité énergétique.
- Le soutien technique des accompagnants bénévoles par un travailleur social.

L'Association s'engage à affecter un personnel qualifié ou expérimenté dans le domaine social, condition nécessaire à la bonne conduite des actions mises en œuvre. Elle mettra à la disposition de l'action, en appui et en accompagnement des bénévoles, un assistant socio-éducatif.

L'Association devra se coordonner avec les services sociaux concernés et l'adjoint logement du pôle logement référent, en particulier pour les nouvelles attributions et dans le cadre du suivi et de l'accompagnement des personnes dans le logement.

L'association s'engage à permettre l'accès à ses activités, en référence aux règles établies par la Chambre Régionale des Comptes, aux adjoints logement du Département de la Drôme, dans le cadre de l'évaluation continue des actions.

L'association fera apparaître l'intervention du Département dans toute action de communication relative à la présente action. Dans ce cadre, les documents édités par l'association porteront la mention « *avec la participation du Département* ». Le logo du Département faisant l'objet d'une charte graphique, l'association devra se rapprocher de la Direction de la Communication pour obtenir tous les renseignements relatifs à la diffusion externe du logo.

### **Article 3 : Obligation du Département**

Le Département s'engage à verser, chaque année sous réserve du budget FULH approuvé et voté, au compte de l'Association la somme maximale de **18 000 €** en compensation de l'intégralité de l'action.

Ce paiement sera assuré par l'UDAF, gestionnaire du Fonds Unique Logement et Habitat-FULH, en deux fois :

- 80 % à la signature de la convention
- 20 % après production du rapport d'activité visé à l'article 4.

#### **Article 4 : Évaluation**

Les adjoints logement des pôles logement référents sont garants du suivi de l'exécution de la présente convention sur leurs territoires respectifs. Ils sont susceptibles de demander à l'association de produire à tout moment les éléments nécessaires au contrôle de l'action. En cas de difficultés, ils en réfèrent au chef du service Habitat et Territoires de la Direction des Politiques Territoriales.

L'Association s'engage à alerter les adjoints logement dès qu'elle prévoit ou constate l'apparition d'évènements risquant de compromettre la bonne marche de l'action.

L'Association s'engage à remettre par voie dématérialisée aux adresses mails génériques suivantes :

[habitat@ladrome.fr](mailto:habitat@ladrome.fr) et aux adjoints **logement des Pôles Logement concernés par l'action :**

- [logement-bourgdepeage@ladrome.fr](mailto:logement-bourgdepeage@ladrome.fr)
- [logement-valence@ladrome.fr](mailto:logement-valence@ladrome.fr)
- [logement-dromeprovencale@ladrome.fr](mailto:logement-dromeprovencale@ladrome.fr)
- [logement-crest@ladrome.fr](mailto:logement-crest@ladrome.fr)

⇒ **Bilan intermédiaire de l'action** à remettre chaque année et **au plus tard le 15 juillet N**. Il devra comprendre une analyse de l'état d'avancement de l'action. Ce bilan fait l'objet d'une rencontre avec les adjoints logement concernés.

⇒ **Documents bilan à remettre chaque année et au plus tard le 31 janvier N+1 :**

- Les modalités de fonctionnement des actions (horaires d'ouverture, localisation, moyens humains et matériels mis à disposition, etc.),
- La typologie des ménages (provenance, ressources, origine géographique, composition familiale),
- Une analyse de la progression des ménages par rapport aux objectifs définis.
- La grille d'évaluation collective de l'action,
- Un état des dépenses engagées au titre de l'action.

⇒ **Documents bilan** à remettre chaque année et **au plus tard le 30 juin N+1 :**

- Un **résultat analytique des charges et des produits pour l'action**,
- Le **compte de résultat consolidé et le bilan de l'association** certifiés par le commissaire aux comptes (si la législation impose son contrôle).

#### **Article 5 : Confidentialité des données (CNIL)**

Les données contenues sur les supports et dispositifs informatiques (Fichiers Word, Excel...) remises par le Département de la Drôme à l'occasion de l'exécution de la présente convention restent la propriété du Département de la Drôme. Ces données contenues sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Conformément aux articles 34 et 36 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et au RGPD (UE 2016/679), l'association s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité et l'intégrité des informations et notamment qu'elles ne soient pas déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées. Elle met en œuvre les droits des personnes concernées.

En fin de convention, l'association s'engage à procéder documents, fichiers manuels ou informatisés contenant les informations saisies.

Le Département de la Drôme se réserve le droit de procéder ou de faire procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non respect du fondement des dispositions précitées, la responsabilité du signataire de la présente convention peut être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

Le Département de la Drôme pourra prononcer la résiliation immédiate de la présente convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect du fondement des dispositions précitées.

#### **Article 6 : Durée de la convention**

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. La clôture définitive de la convention interviendra après la réalisation complète des obligations de chacune des parties.

#### **Article 7 : Révision - Résiliation - Litige**

Toute modification fera l'objet d'un avenant délibéré dans les mêmes conditions que la présente convention.

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution totale ou partielle de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, un mois après l'envoi par le Département d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse.

La résiliation de la présente convention pourra entraîner sur simple demande du Département, la restitution de tout ou partie des sommes versées.

En cas de litige, les parties s'engagent préalablement à toute action contentieuse à se rencontrer afin de trouver une solution négociée. En cas d'échec, le litige sera porté devant le Tribunal compétent.

Fait à Valence, le

En deux exemplaires originaux.

Pour le Département,  
La Présidente du Conseil départemental,

Pour l'Association,  
Le Président,

Marie-Pierre MOUTON.